



**POINT DE CONJONCTURE**  
**- AVRIL 2008 -**

*Ce communiqué qui fait état de la situation des principaux indicateurs économiques, observés au cours du quatrième trimestre 2007, relate les estimations pour le premier trimestre 2008 et trace les perspectives d'évolution pour le deuxième trimestre 2008. Le diagnostic et les prévisions conjoncturels ont été établis sur la base des informations tirées des enquêtes de conjoncture, des enquêtes sur les prix et la production, effectuées périodiquement par le HCP, ainsi que d'autres statistiques administratives à caractère infra-annuel.*

- ***Une évolution favorable des activités marchandes hors agriculture ;***
- ***Un dynamisme persistant des importations, sur fond de hausse des prix énergétiques et alimentaires ;***
- ***Une demande intérieure tirée par l'investissement ;***
- ***Des perspectives pour 2008 entachées par une inflation importée et une pluviométrie insuffisante et irrégulière.***

L'impact de la situation économique, peu favorable au niveau international, en général, et en Europe, en particulier, a été ressenti au niveau de nos échanges extérieurs. Le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 39,1% en 2007, les importations y ont contribué pour 47,1 points et ont été largement dopées à la fois par les produits alimentaires, les produits énergétiques, les biens de consommation et les biens d'équipement. Globalement, les importations ont augmenté de 22% en 2007. La faiblesse de la production locale en produits alimentaires et le renchérissement des cours internationaux ont été parmi les principales causes de cette forte ascension des importations. Toutefois, une légère inflexion à la baisse, due, notamment, à un recul des importations en biens d'équipement et demi-produits, a marqué le début de cette année 2008.

Les exportations ont évolué moins vite que les importations, tout en gardant une position conjoncturelle au dessus de leur tendance de moyen terme. Elles ont évolué au rythme de 7% en 2007 par rapport à 2006, tirées, essentiellement, par les ventes des demi-produits, avec une contribution de 3,4 points. Durant les deux dernières années, la demande adressée au Maroc a gardé un mouvement favorable et un rythme globalement stationnaire.

La croissance économique, au niveau national, est perturbée, par ailleurs, ces dernières années, par les aléas climatiques d'amplitudes de plus en plus étendues. En 2007, les effets de la sécheresse ont été rapidement ressentis, en assignant à l'économie globale, dont la situation



était largement favorable en 2006, une décélération de son rythme de croissance. Toutefois, l'examen de l'évolution sous-jacente de cette croissance permet de relever une évolution positive et soutenue des principales activités marchandes. La relance des activités hors agriculture, enregistrée à partir de 2004, s'est soldée, en 2007, par un rythme de 5,9%.

Les exportations industrielles, hormis celles de l'agro-industrie qui ont été marquées par les effets de la sécheresse, disposent encore de marges non négligeables de ventes à l'extérieur. En variation annuelle, la valeur ajoutée industrielle a crû, au quatrième trimestre de 2007, de 4,7%.

La construction représente l'une des principales activités qui ont soutenu, au cours des dernières années, la croissance économique au Maroc. De 2003 à 2005, la valeur ajoutée du BTP a évolué, en moyenne annuelle, de 7,8%. Un détachement de l'évolution conjoncturelle de sa croissance de moyen terme a été relevé à partir de 2006. Il serait prématuré de se prononcer, au stade de la conjoncture actuelle, sur une éventuelle inflexion de son rythme de croissance et ce, malgré les anticipations, moins optimistes, avancées par les chefs d'entreprises, en ce qui concerne notamment la demande et les prix des matériaux de construction. Car, à l'inverse, d'autres indicateurs, tels les possibilités de financement, les capacités de production et les prix de l'immobilier restent amplement favorables à une poursuite de l'amélioration des activités du secteur.

La demande globale est tirée à la fois par la consommation et la formation brute du capital fixe. La relance de ces deux agrégats a été entamée timidement en 2003, pour s'avérer nettement plus prononcée à partir de 2005. La consommation des ménages est restée globalement orientée à la hausse, malgré les impacts négatifs qu'elle a subis au cours des années de sécheresse. La hausse modérée des prix, jusqu'au troisième trimestre 2007, conjointe à une évolution favorable de l'emploi, notamment en milieu urbain, et un accroissement des recettes des MRE ont concouru à la limitation des effets négatifs en question. La population active occupée urbaine s'est accrue, en effet, de 3,1% en 2007, après 6,1% en 2006.

La formation brute du capital fixe a évolué au rythme de deux chiffres pendant ces dernières années. A l'exception des investissements agricoles, qui sont quelque peu découragés par les aléas climatiques, les autres secteurs ont connu des apports en capital importants, notamment au niveau du BTP, de l'industrie et des services. On estime l'évolution annuelle de la FBCF, pour 2007, à 13,4% et sa contribution à la croissance globale à 3,9 points, contre 3,1 points en 2006. Les investissements directs étrangers ont progressé au rythme de 39,5% en 2007. Les



secteurs qui ont le plus bénéficié de ces investissements sont le tourisme, l'immobilier et les télécommunications.

Les perspectives, pour ce début de l'année 2008, semblent s'inscrire dans une conjoncture globalement peu favorable : une agriculture qui continue de subir les effets d'un niveau de pluviométrie encore insuffisant et une répartition à la fois spatiale et temporelle peu équilibrée (la production céréalière, pour la campagne agricole 2007-2008, est estimée à 50 millions de quintaux, en dessous de 18% par rapport à une année normale), une conjoncture internationale qui se dégrade, de plus en plus, à la suite de la crise financière que connaissent les Etats-Unis et ses répercussions sur l'Europe et le reste du monde, des révisions de croissance à la baisse, pour situer, entre autres, celles-ci à 1,3% pour les pays industrialisés et à 5,6% pour le commerce mondial.

La hausse continue des prix de l'énergie et le renchérissement des matières premières minérales et alimentaires accroissent les coûts des facteurs de production et contribuent au renforcement des tensions inflationnistes au niveau national. En glissement annuel, l'indice des prix de détail à la consommation a augmenté de 3,2% au mois de mars 2008 ; les "produits alimentaires hors frais" y ont contribué pour 1,7 point.

La résistance actuelle de l'économie marocaine aux influences négatives de l'environnement international trouve son origine, essentiellement, dans les apports de compensation des prix de l'énergie et le dynamisme des activités marchandes hors agriculture. Il s'agit, en particulier, des secteurs de la construction, des industries métalliques, mécaniques et électroniques et des activités d'exportation portant sur les biens de consommation et les demi-produits. La promotion des activités touristiques, l'extension des infrastructures publiques structurantes et la promotion immobilière au profit des classes sociales modestes pourraient offrir des opportunités d'investissement à l'abri des perturbations de la conjoncture internationale.

D'une manière générale, nous considérons que la diffusion des fluctuations conjoncturelles, anticipées pour ce début 2008, milite pour un maintien de la croissance dans son sentier ascendant, avec une probable inflexion du rythme d'évolution en fin de période. La valeur ajoutée hors agriculture aurait crû, en glissement annuel, de 5,6% au premier trimestre et pourrait se poursuivre au deuxième trimestre à un rythme, légèrement inférieur, soit environ 5,2%.

*Pour plus de détails, se référer à la publication « Point de conjoncture n°14 », hébergée sur le site du Haut-commissariat au Plan ([www.hcp.ma](http://www.hcp.ma)).*



*La reproduction des informations, contenues dans cette publication, est autorisée, sous réserve d'en mentionner expressément la source.*